

**Insoumis****La résistance américaine à la guerre**

Tristan Mirand

Le service militaire US est fait de telle façon qu'il est relativement facile pour un appelé de se faire réformer. Des bureaux de conseils ont commencé à fonctionner et se sont développés jusqu'à avoir une existence officielle et des bureaux sur les campus des universités. A Berkeley, un bureau est ouvert régulièrement aux étudiants. Son responsable estime qu'un appelé bien conseillé a 80 % de chances de se faire réformer.

Si ce genre de conseil est disponible pour les étudiants, il l'est beaucoup moins pour les jeunes n'allant pas à l'Université, les Noirs en particulier. Les couches les plus défavorisées des U.S.A. ont ainsi la priorité pour servir de chair à canon.

L'insoumission massive au Canada

Un Américain peut traverser la frontière pour aller au Canada. Le statut d'immigrant lui sera accordé s'il possède un niveau d'éducation suffisamment élevé ou une qualification professionnelle. Au bout de cinq ans, il deviendra citoyen canadien. Il est donc facile pour un appelé de s'insoumettre et d'aller au Canada. Une organisation américaine l'y aidera à trouver du travail. Cela explique le nombre important d'insoumis au Canada : entre 10 et 15 000. Une fois encore, les couches les plus défavorisées se voient handicapées puisque le visa d'immigrant leur est refusé s'ils n'ont pas les qualifications nécessaires.

Désertion au sein de l'armée

Parmi les différentes publications distribuées aux G.I.'s, le « Vietnam G.I. », édité à Chicago, est connu de la plupart des appelés. « Vietnam G.I. » n'est pas un journal pour intellectuels. Dans un style très direct, il donne des informations incisives sur la guerre, les soldats tués par erreur ou par leurs officiers

(et vice-versa dans certains cas). Il indique les différents moyens de « s'en sortir », sans toutefois prôner la désertion, la prison ou la résistance à l'intérieur de l'armée tant que le G.I. est encore aux U.S.A. A partir du moment où le G.I. reçoit sa feuille de route pour le Vietnam, la désertion est activement encouragée, en particulier par les étudiants du S.D.S. (Students for a Democracy Society).

Le « Second Front », édité en Suède et en France, recherche à travers la désertion le moyen de renforcer l'action anti-impérialiste par une organisation coordonnée des déserteurs et des autres mouvements anti-impérialistes américains et étrangers. Il n'est pas contre la résistance au sein de l'armée quand celle-ci peut être efficace, mais cela n'a pas été le cas jusqu'à maintenant.

De la répression en Suède...

Beaucoup de G.I.'s prennent la décision de désertir au moment de la réception de leur ordre pour le Vietnam. S'ils sont aux U.S.A., les filières de soutien les amènent au Canada, s'ils sont dans les pays de l'OTAN ou au Vietnam, ils sont principalement guidés vers la Suède.

La Suède réserve en effet l'accueil le plus favorable aux déserteurs américains. Ils reçoivent sans difficulté leur permis de séjour, sont logés et reçoivent chaque semaine la somme de 80 francs. L'A.D.C. (American Deserters' Committee) coordonne les activités des quelques 120 déserteurs actuellement en Suède.

L'aventure rocambolesque arrivée en mars de cette année à plusieurs membres de l'A.D.C. illustre les méthodes que la C.I.A. utilise pour essayer d'enrayer le mouvement de désertion. Ray Jones, l'un des premiers déserteurs arrivés en Suède (début 1967), Noir, réintègre

l'armée U.S. à Francfort et ne fait que quatre mois de prison. Avant de partir, il signe une lettre dénonçant « le racisme inné des Suédois ». En fait, selon Donald Williams, un autre déserteur noir, vice-président de l'A.D.C., Ray Jones a conclu un marché avec la C.I.A. : 1000 dollars (5 000 francs nouveaux) par semaine pendant les quatre mois de prison. Les déserteurs appelèrent alors Merle Arp, consul U.S. en Suède, pour lui dire que trois d'entre eux voulaient conclure le même marché que Ray Jones, mais qu'il leur était difficile d'aller à l'Ambassade. Le consul leur promit les mêmes faveurs qu'à Ray Jones. Il s'enfuit quand il commença à être pris en photo en train de taper les papiers permettant aux déserteurs de rentrer en Allemagne. La photo fut réussie. Mais, deux jours après, un des déserteurs ayant monté le scénario pour confondre les agents de la C.I.A. disparut dans la rue. Ses camarades pensent qu'il a été kidnappé.

...et en France

La France, contrairement à la Suède, n'accorde pas l'asile politique aux déserteurs américains. Leurs permis de séjour sont renouvelables très fréquemment. Ils sont obligés de signer un engagement de ne pas faire de politique.

Depuis les événements de mai, la police, persuadée que tout a été provoqué et dirigé par des « agitateurs venus de l'étranger » procède à des mesures de répression. Schofield Coryell, vivant à Paris depuis 1953, correspondant de l'hebdomadaire de gauche « Guardian », est expulsé. Warren Hamerman, un insoumis arrivé en mars 1968, se trouve le 6 mai parmi un groupe de touristes étrangers attaqués et matraqués par des C.R.S. La police est informée de son hospitalisation et le 13 juillet, lors de sa visite à la préfecture pour le renouvellement de son permis de séjour, il



L'uniforme aux orties

est fouillé. Il porte un carnet d'adresses d'organisations américaines et européennes. Menacé d'expulsion s'il ne trouve pas de travail dans les 15 jours, constamment filé, il quitte la France.

Alfred Schmidt, immigrant autrichien aux U.S.A., est appelé sous les drapeaux avant d'être naturalisé américain. Il déserte et reçoit son permis de séjour en France en avril. Au quartier latin le 6 mai, ne voulant pas être pris dans les manifestations, il demande aux C.R.S. devant un pont comment traverser. Il est immédiatement arrêté. Malgré cela son permis de séjour est renouvelé. Au mois de juin il se trouve dans l'appartement d'un ami au moment où la police reconduit celui-ci à son domicile avant de l'expulser de France. Les policiers confisquent les papiers d'Alfred Schmidt et lui conseillent de quitter la France. Refusé en Suède

pour des raisons administratives, il revient à Paris le 12 août pour se voir expulsé à nouveau dans les huit jours.

Dans une lettre à la presse, Warren Hamerman et Alfred Schmidt déclarent :

« De fait, nous avons été jugés coupables par amalgame et victimes d'une tentative supplémentaire de discréditer les exilés américains en France. (...) Le gouvernement et sa police ont cherché à nous faire accepter le silence comme prix de l'asile politique ; c'est un prix que nous ne voulons pas payer et que nous ne paierons pas. Il est temps de clarifier la situation. Il est temps pour le gouvernement français de dire s'il est décidé à agir en accord avec ses déclarations et ses professions de foi sur la guerre du Vietnam. »

Le gouvernement français ne dira probablement rien, mais agira certainement dans le même sens. Les insoumis et déserteurs américains en France ne doivent certainement pas trop compter sur la sympathie de leur hôte. Les signes de rapprochement entre Paris et Washington ne manquent pas. □